Il paraît qu'il n'en est rien.

D'après les renseignements qui nous parviennent, on aurait trouvé, rue Dieu, quartier de Charonne, une cinquantaine de ces aérostats, et il résulte de l'examen auquel ils ont été soumis, comme aussi des aveux recueillis de la bouche des fabricateurs, que c'était là encore un engin de destruction inventé par ces imaginations de délire.

Il ne s'agissait de rien moins, en effet, que de porter, à l'aide de ces ballons, l'incendie et la dévastation dans la banlieue de Paris, à vingt lieues à la ronde.

L'administration des postes, avertie par les auteurs de la découverte, a, ces jours-ci, pris livraison de ces aérostats, que la Commune nous a laissés pour compte.

Le 30 mai dernier, à la suite d'une délibération du conseil municipal d'Ornans, répondant au sentiment de la population, on a enlevé d'une des fontaines de la ville une statue de Courbet, représentant un *Pêcheur de Loue*.

La statue est à la disposition de la famille.

Les musées particuliers devraient bien imiter cet exemple de justice nationale, et se débarrasser des œuvres d'un artiste qui a vécu désormais sous le nom d'exécution des honnêtes gens.

Il ne faut pas oublier que Courbet rêvait de faire disparaître toutes les œuvres des artistes de tous les temps, à l'exception des siennes.

On connaît maintenant, dit la *Patrie*, le véritable motif de la dureté avec laquelle la Commune, sur les vives instances du citoyen Vermorel, poursuivait l'exécution de son malencontreux décret interdisant aux ouvriers boulangers le travail de nuit.

Déjà alors, en prévision d'une prochaine défaite, les énergumènes qui tenaient Paris haletant sous la terreur avaient conçu le projet de faire tout sauter, et il fallait qu'à tout prix, les ouvriers boulangers, qui travaillaient dans les sous-sols, ne fussent pas témoins du travail nocturne opéré dans les égouts par les agents chargés d'y établir les fourneaux de mines.

M. Victor Hugo est incorrigible. La leçon que lui ont infligée les habitants de Bruxelles n'a pas dompté son amour-propre prodigieux ; et, à peine arrivé à Londres, il s'est empressé d'écrire une lettre aux cinq députés belges qui ont eu le triste courage de voter contre son expulsion. L'auteur des *Châtiments* n'en pouvait infliger un plus cruel à MM. Defuisseaux et consorts.

On reçoit de l'autre côté de l'Atlantique, une nouvelle douloureuse. La crue des eaux a détruit les digues à la Nouvelle-Orléans, et plus de la moitié de la ville a été submergée par les eaux. Le désastre est immense et s'étend sur une superficie de six mille carrés.

Le *Sicéle* publie les renseignements suivants sur le sort des collections d'art, des papiers et du mobilier de M. Thiers : « Après que la Commune eut décrété la démolition de la maison de la place Saint-Georges, les voitures de l'ex-mobilier de la couronne furent réquisitionnées. Le déménagement s'opéra avec un certain ordre et prit le chemin de la garde-meuble, quai d'Orsay. Là se fit une sorte de classement. Les objets mobiliers, les cartons de dessins et de gravures, les copies à l'aquarelle d'après les fresques du Vatican, restèrent dans les magasins de ce vaste établissement, et n'y coururent d'autres risques que la chute des vitrages et l'ébranlement des cloisons causés par l'explosion de la poudrière du Champ-de-Mars.

Les papiers, correspondances, manuscrits, etc., qui emplissaient plusieurs grandes salles furent dirigés sur l'Hôtel-de-Ville.

Les objets d'or et d'argent ne parurent point. S'ils ont été expédiés à la Monnaie, ainsi qu'un membre de la Commune l'avait proposé pour les médailles représentant les d'Orléans, dans une séance dont le procès-verbal fut publié, M. Thiers a chance de les retrouver, car, dit-on, rien ne fut jeté au creuset.

Les bronzes fères, statuettes, bas-reliefs, etc., furent envoyés d'abord au Louvre, qui ne se serait pas cru autorisé à en accepter le dépôt. Ils furent définitivement déposés

aux Tuileries, dans un salon appelé le salon de Stuc. Sous l'empire, cet endroit, situé entre le pavillon de Médicis et le pavillon de Flore, servait de magasin pour les objets proposés au cabinet impérial ou récemment acquis.

Tout ferait donc supposer qu'ils aient été perdus dans l'incendie des Tuileries ; cependant, il se peut que l'éboulement des plafonds de l'étage supérieur les ait relativement protégés. On commence ce moment le déblaiement de cette aile du palais. Espérons que la pioche des travailleurs va renouveler les heureux hasards qui, après tout, se sont produits pour l'art et le mobilier antiques de Herculanum et Pompéi.

Notons encore, à titre de renseignements, qu'une certaine partie du mobilier ecclésiastique des églises de Paris, et notamment les riches vêtements sacerdotaux, avaient été envoyés au garde-meuble et y sont déjà réclamés par les fabriques.

Le *Telegraph* publie un article où la conduite de Victor Hugo est jugée avec la plus grande sévérité. L'auteur rappelle à quelle occasion le poète fut expulsé de Guernessey et termine par ces mots : « Il vit ainsi dans la paix heureuse et illustre, la poche pleine d'or, jetant à profusion les paradoxes les plus étranges, les plus brillants antithèses, et effrayant littéralement la table de Barmécide à de fignifit faitômes, tandis que des centaines de créatures misérables, séduites par les enseignements déclamatoires de semblables prophètes, vont se faire massacrer comme la vermine dans les faubourgs de Paris. »

On lit dans le *Sémaphore*, de Marseille, du 31 mai :

L'affaire du journal la *Fraternité* est venue, hier matin, devant le premier conseil de guerre réuni au fort Saint-Nicolas. MM. Sorbier (Auguste), rédacteur en chef de ce journal, et Court (Etienne), gérant responsable, ont comparu devant le conseil, sous la prévention d'avoir, de complicité, dans le numéro de la *Fraternité*, du 17 mai et dans un autre article intitulé : *A qui la victoire ?* fait l'apologie du gouvernement insurrectionnel établi à Paris, dont les attentats sont qualifiés crimes ou délits par les lois pénales.

Le conseil de guerre était présidé par M. le lieutenant-colonel Thomassin, du 88 de ligne. M. le capitaine Bécour a soutenu la prévention, et M. Grimanelli, avocat du barreau de Marseille, était chargé de la défense des deux prévenus.

Le conseil de guerre après avoir entendu MM. Sorbier et Court, les a déclarés coupables à l'unanimité et les a condamnés : le premier à deux ans de prison et 1,000 fr. d'amende, et M. Court à un mois de la même peine et 16 fr. d'amende.

Le prince Napoléon pose sa candidature en Corse, et ses amis assurent qu'il sera nommé à une grande majorité. C'est à lui, parmi les députés de cette île fortunée, qui cédera la place.

Il va sans dire que le prince est républicain, à moins qu'il ne vienne à l'A-semblée uniquement pour s'y rencontrer enfin avec le duc d'Anjou.

Il nous souvient qu'en 1852, après le coup d'Etat, le prince Napoléon, rencontrant un journaliste républicain, pou suivi par les commissions mixtes, lui disait, en parlant du président :

— Ce misérable ! il use le nom de Napoléon ; mais, après lui, on pourra s'en servir encore une fois, rien qu'une fois, pour fonder la République !

Nous affirmons le propos, et nous avons une excellente raison pour garantir l'exactitude, c'est que c'est à nous qu'il a été adressé.

La République n'a donc qu'à bien se tenir, puisque le prince Napoléon vient s'y rallier, comme il s'est rallié à l'empire.

LOUIS ULBACH.

Le 4, vers trois heures de l'après-midi, un terrible accident a eu lieu sur la ligne d'Orléans, près la station d'Ablon.

On sait que le chemin de fer de Paris à Montargis par Corbeil, appartient à la Compagnie de Lyon-Méditerranée, et à son point d'arrivée dans la gare du boulevard Mazas. Mais, par suite des événements de guerre, le viaduc de Draveil ayant été rompu, les trains de la ligne de Montargis empruntent à la station de Juvisy la voie d'Orléans, et

arrivent à Paris dans la gare du boulevard de l'Hopital.

Cette addition au service ordinaire de cette dernière ligne, doit imposer aux trains venant de Corbeil l'obligation d'attendre à Juvisy le passage des trains venant de la station d'Orléans et de Vendôme.

Or, hier, le train n° 70, parti de Corbeil à 2 h. 30, omnibus jusqu'à Juvisy et direct de cette station à Paris, était lancé à toute vitesse, lorsque son mécanicien aperçut sur la voie de la station d'Ablon le train n° 6 venant de Vendôme, et qui était en retard de 50 minutes.

Le mécanicien fit tous ses efforts pour arrêter. Il renversa même à vapeur, mais l'impulsion était si puissante, que le train de Vendôme qui s'était vivement remis en marche, reçut un choc des plus violents. La chaudière et un tender du train de Vendôme furent brisés, la machine et les premiers wagons continuèrent leur route, tandis que les quatre derniers étaient littéralement broyés par la machine et les premiers wagons du train de Corbeil.

La violence du choc causa quelques blessures et quelques contusions aux voyageurs venant de Corbeil, mais ceux de Vendôme furent bien plus cruellement atteints. On ne sait pas encore le nombre des morts. Quatre femmes ont été tuées sur le coup. L'aiguilleur de la station a été écrasé par la roue d'un des wagons broyés. Il y a eu plus de cinquante blessés.

Le médecin du village d'Ablon est accouru et leur a donné les soins les plus pressés et les plus intelligents.

Un télégramme à Paris pour demander des secours, et M. Simon, sous-chef de gare, organisant aussitôt le plan de sauvetage. Ce train a ramené à Paris quatorze blessés d'un transport facile et tous les voyageurs restés sains et saufs.

Nous tenons, dit l'*Echo du Parlement*, à rectifier plusieurs faits énoncés par erreur à l'occasion des secours que nos pompiers ont portés à la ville de Paris.

Les seuls contingents étrangers venus à Paris pour aider à combattre les incendies formidables qui dévotaient cette malheureuse ville, appartenaient à la Belgique.

C'était d'abord un détachement de pompiers, sous le commandement du capitaine Cornet, avec une pompe à vapeur et une pompe à bras d'une force considérable.

L'arsenal des chemins de fer de l'Etat, à Malines, avait fourni le second détachement, sous les ordres de M. l'ingénieur en chef, Gobert, et de l'ingénieur capitaine, Hubert. Les moyens de secours venus de Malines se composaient d'une pompe à vapeur et de deux pompes à bras.

Entre ensemble dans Paris, le samedi 27 mai, à quatre heures du matin, les pompiers belges traversaient Bruxelles mercredi dernier, après avoir travaillé à la Villelte.

L'uniforme de nos compatriotes, ayant beaucoup de ressemblance avec celui des pompiers anglais, les a fait prendre pour nos voisins d'Outre-Manche. C'est de ce bien à la Belgique que reviennent intégralement les éloges que la presse parisienne a prodigués pendant quelques jours, aux corps anglais qui n'étaient pas à Paris.

ASSEMBLÉE NATIONALE

(Présidence de M. Jules Grévy)

Séance du 3 juin.

Longtemps avant l'ouverture de la séance, les tribunes sont envahies par les curieux. On s'attend, en effet, à une discussion de la plus haute importance. Les dames sont en majorité. Parmi les hommes, nous distinguons plusieurs personnages de marque, tous les ambassadeurs et ministres étrangers auprès du gouvernement français, notamment le prince de M. Trench, arrivé à Versailles depuis quelques jours, Mgr. Monin, évêque de Versailles, ayant à sa droite Mgr. de Lascazes, évêque de Constance, M. Glai-Bizoin, ancien membre du Gouvernement de la défense nationale et de la délégation de Tours et de Bordeaux, enfin M. Etanchin, ancien membre du Corps législatif, où, l'en se souvient-il, défendit avec chaleur une pétition tendant à l'abrogation des lois de proscription.

La séance est ouverte à 2 heures 35.

entrelacées.

— Miss Avondale, dit-il avec mélancolie, je crains que mon hospitalité ne devienne désormais trop pénible pour vous. Ces scènes de mort et de désolation ne sont pas faites pour une jeune fille délicate. Aussi vous me pardonnerez si je vous conseille d'accepter l'offre du révérend M. Bruce, qui vous propose une retraite dans sa maison, au sein de sa famille. Votre bien-être, les convenances, et, plus que cela, le deuil qui règne à mon foyer...

Je vous comprends, monsieur O'Byrne, répliqua Nelly en soupirant ; c'est en effet maintenant une nécessité pour moi de prendre ce parti, quelles que soient mes répugnances ; je vais donc me rendre à l'invitation de M. Bruce... Mais auparavant personne ne pourrait-il me dire si l'on a des nouvelles de lord Avondale ? — On ne sait rien de positif, répondit Richard ; un paddy, venant du Nord m'a assuré seulement qu'il avait vu passer ce matin deux cavaliers dont le signalement se rapporte à celui de votre père et de... l'individu qui l'accompagne. Ils suivaient la route de Dublin, et comme ils étaient bien montés, comme ils allaient vite, ils auront pu atteindre, selon toutes probabilités, une ville voisine où ils sont pour le moment à l'abri de l'insurrection. — Dieu soit loué ! dit Nelly avec amertume ; le sacrifice qu'a fait lord Avondale en abandonnant ainsi sa fille pour pourvoir à sa prospérité lui aura été du moins utile à quelque

Il est donné lecture du procès-verbal.

Le procès-verbal est adopté.

M. LEFÈVRE-PONTALIS, dépose deux rapports sur deux propositions relatives à l'ouverture d'une enquête sur les agissements du gouvernement de la défense nationale, et de la délégation de Tours et de Bordeaux. La commission conclut à l'enquête.

Un rapport déposé sur la proposition de M. Dussausay, relative aux veuves et enfants des otages assassinés à Paris.

Un autre rapport est déposé sur une question de décentralisation.

Un troisième rapport est déposé sur la proposition de M. d'Andelarre sur les Caisse d'amortissement et des dépôts et consignations.

Ces divers rapports seront imprimés et distribués.

Quelques minutes de suspension ont lieu.

M. Thiers paraît dans la salle à 3 h. 13 m. L'ordre du jour désigne des vérifications de pouvoirs ; le rapport de 9^e bureau sur les élections de M. le prince de Joinville dans la Manche et dans la Haute-Morne, et le rapport de 10^e bureau sur l'élection de M. le duc d'Anjou dans l'Oise.

M. le président du conseil a la parole.

M. THIERS, chef du pouvoir exécutif : Je viens de passer plusieurs heures au sein de la commission qui est chargée de se prononcer sur le grave sujet qui nous occupe tout. La commission a reconnu avec moi l'impossibilité de répondre aujourd'hui cette question qui entraîne une si grave responsabilité. Il faut que nous nous réunissions de nouveau pour nous mettre d'accord, si nous pouvons l'être. Je dois même ajouter que j'ai demandé à la commission de ne pas hâter le travail. Je suis très souffrant. Je ne puis soutenir ce grave débat aujourd'hui à la tribune ; demain je ne le pourrais pas encore ; après-demain vous savez que nous avons à Paris une cérémonie funèbre à laquelle vous voulez assister. Je vous propose donc d'ajourner à jeudi l'examen de cette grave question à l'ordre du jour d'aujourd'hui, d'ailleurs, vous pouvez être certain que le temps qui s'écoule ne sera pas perdu. Mais je serais incapable de soutenir en ce moment un débat à cette tribune. (Tous bi-)

M. Thiers ajoute que la Commission a pensé que les lois de proscription et vérification de pouvoir devaient être résolues ensemble.

LE PRÉSIDENT déclare, s'il n'y a pas d'opposition, que la vérification des pouvoirs est renvoyée à jeudi.

M. PELLETAN constate que le régiment des moudes des Bouches du Rhône envoyé en Algérie, n'a pas encore été renvoyé dans ses foyers. Il s'adresse de ce chef au ministre de la guerre. (Plusieurs membres réclament en même temps pour d'autres départements.)

M. THIERS est heureux de pouvoir répondre à la question posée au gouvernement par M. Pelletan. En ce moment, le gouvernement s'occupe de la réorganisation de l'armée ; aujourd'hui même, un régiment formé avec des prisonniers venant d'Allemagne ira remplacer les moudes en Algérie.

M. LE PRÉSIDENT consulte l'Assemblée sur l'ordre du jour.

M. PELLETAN de VILLENEUVE. — Deux mots à propos des questions qui seront mises à l'ordre du jour de jeudi. Je demande l'impression et la distribution des rapports puisque nous avons le temps d'ici à jeudi.

Les rapports sont écrits. Celui du 10^e bureau est prêt. Je ne sais si celui de M. Barthélemy St-Hilaire l'est. (Oui ! Oui !) Alors je demande à M. le Président qu'on ne les rapporte ou qu'on les fasse imprimer et qu'ils soient distribués. Il faut que nous puissions voter en connaissance de cause.

M. LE PRÉSIDENT : Le rapport sur les vérifications de pouvoirs peuvent être oraux. Quand ils sont écrits, l'Assemblée peut en demander l'impression et la distribution, mais c'est contre l'usage.

L'Assemblée consultée n'ordonne pas que les rapports soient imprimés ni distribués. Demain, séance publique à 3 heures.

Une proposition est déposée en faveur des habitants des pays cédés à l'Allemagne qui optent pour la nationalité française.

La séance est levée à 3 heures 1/2.

Chronique locale & départementale

Le recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord contient les documents suivants :

Circulaire autorisant l'importation en France du foie nouvellement récolté sur la frontière belge.

Mesures à prendre dans l'arrondissement d'Hazebrouck pour combattre le typhus contagieux qui s'y est déclaré.

Avis portant que les engagements volontaires pour la marine sont suspendus.

Demande aux maires de l'envoi dans le plus bref délai possible de la liste des déserteurs ou insoumis de la garde mobile.

Mesures de surveillance et de précaution à prendre à propos des fabriques et dépôts d'huiles minérales.

Liste des étalons approuvés pour 1874.

Les études de notaires et d'huissiers viennent de se rouvrir. Il est résulté de leur suppression certains désagréments qui devront être réparés par des mesures législatives. Ces désagréments ont surtout trait aux exploits d'huissiers et aux testaments.

La Compagnie des chemins de fer de l'Est communique à l'*Indépendant rémois*, du 4 juin, la note suivante :

« Malgré la pénurie de matériel et les embarras considérables qui résultent du transport des troupes allemandes, la Compagnie des chemins de fer de l'Est reprendra le trafic en grande vitesse sur les sections ci-après : Reims à Epervain, Reims à Soissons inclus ; Reims et le Nord par Laon, Reims, Givet et la Belgique par Charleville ; Reims à Verdun par Mourmelon.

Le trafic de petite vitesse sera également repris sur les mêmes sections, dans les conditions des affiches publiées le 31 mai.

Les expéditions ne seront acceptées que dans la mesure du matériel disponible et sans garantie de délai. Le trafic sur la ligne principale de Paris à Avricourt ou devant emprunter tout ou partie de ce parcours, reste suspendu jusqu'à nouvel ordre.

L'administration du chemin de fer a fait afficher dans les gares un avis qui prévient les voyageurs que la Compagnie n'accepte pas en ce moment le transport des marchandises encombrantes, telles que mobiliers, tableaux, etc. Chaque voyageur ne peut emporter que 30 kilogrammes de bagages.

Il y avait 4,000 hectolitres de blé au marché de Bergues, cette semaine. C'est un assez bon approvisionnement. Il y a eu moins de froideur de la part des acheteurs, mais ils n'ont voulu traiter qu'en baisse. La mercuriale la porte à 26 c. à l'hect., de 26 à 28 fr. l'hect.

Enfin, le marché d'hier est un des mieux approvisionnés de l'année. La vente très lente ne présente pas de variations marquées dans les prix.

On écrit de Douai à la date du 5 :

« Hier soir, les autorités civiles, judiciaires et militaires assistaient, à Saint-Pierre, aux prières publiques dites dans toutes les églises de France en conformité au vote de l'Assemblée. »

Hier, dans la rue du Bas-Jardin, à Lille, un enfant de cinq ans a été tué, atteint à la tête par un tuyau de noyère en fonte qui se détacha tout-à-coup d'une maison.

Ont été arrêtés par la police de Roubaix, Mousseaux Jean, 23 ans, tisserand

peut-être de ces premiers succès de nos armes ; je ne puis abandonner, dans une pareille crise, ceux que j'ai moi-même poussés à la guerre : ce serait un crime ! Néanmoins, je concilierai mes devoirs d'Irlandais avec ceux de frère... Angus, quel jour avez-vous fixé pour les funérailles ? — Vu les circonstances, et afin de ne pas heurter certains préjugés de mes paroissiens, la cérémonie ne pourra avoir lieu avant trois jours d'ici... — Eh bien donc, reprit Richard d'un ton grave, quels que soient les hasards de cette terrible partie où je suis engagé, je reviendrai à Neath. Si je manquais à ma parole, ce serait que je n'appartiendrais plus moi-même à ce monde, et mes amis devraient prier pour moi en priant pour Julia !

(La suite à un prochain numéro.)

COMPOSITEURS

On demande de suite de bons Compositeurs pour le journal et les ouvrages de ville.

S'adresser à l'imprimerie du *Journal Roubaix*, rue Nain, 1, Roubaix.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX.

DU 8 JUIN 1874.

— 48 —

LE

DERNIER IRLANDAIS

PAR

ELIE BERTHE.

XI

L'INSURRECTION.

(SUITE)

Le capitaine semblait ne pouvoir en croire le témoignage de ses sens.

— Ne me trempe-t-elle pas ? dit-il enfin ; la douleur ne me rend-elle pas insensé ? Est-ce bien miss Avendale que je viens d'entendre ? — J'ai toujours été fille bizarre, interrompit Nelly avec un sourire, ne sachant, malgré les prescriptions du monde, cacher ni son amour ni sa haine. Vous croyez là peut-être le tort d'une éducation d'enfant gâtée, toujours entourée d'inférieurs et de courtisans... Mais si je parle maintenant avec cette